

nord-américain pourront soutenir la concurrence dans le monde entier. Comme le marché créé par l'ALE, ce marché nous permettra de réaliser de nouvelles économies d'échelle et de nous spécialiser. Nos entreprises pourront accroître leur efficacité et leur productivité, ce qui créera richesse et emplois pour les trois pays, dont chacun tirera parti de son avantage comparatif.

Deuxièmement, avec le libre-échange, le marché mexicain s'ouvrira à l'industrie canadienne. Actuellement, il s'agit d'un marché relativement petit qui représente pour le Canada des échanges bilatéraux d'à peine plus de 2 milliards de dollars, soit moins de 0,5 % de nos exportations et un peu plus de 1 % de nos importations. Toutefois, le Mexique est un marché en pleine expansion. Il est plus ouvert que jamais. Le président Salinas a pris des mesures courageuses pour libérer l'économie de son pays d'une protection, d'une réglementation et d'une bureaucratie excessives. Selon le président de la Banque mondiale, le programme de réforme engagé par le Mexique est l'un des «programmes de réforme économique et de changement institutionnel les plus ambitieux, les plus courageux et les plus vigoureux entrepris récemment par un pays». Le Mexique est un marché réel et non plus potentiel, un marché de 85 millions de consommateurs qui pourrait nous donner accès à un marché latino-américain de 600 millions d'habitants.

Un Mexique pauvre n'achètera pas nos produits. Toutefois, un Mexique prospère - grâce au commerce - mérite notre attention. Le Mexique a besoin de nos produits. Il a besoin de matériel et d'infrastructures de transport, de systèmes de télécommunications, de technologies pétrolières et gazières, de savoir-faire et de systèmes agricoles. Ce sont tous là des domaines où nous nous imposons sur le plan international.

Certains s'inquiètent du fait que les salaires sont bas au Mexique. Il est évident que cette situation amènera certaines entreprises qui ont besoin de coûts peu élevés et d'une main-d'oeuvre nombreuse à y établir des installations de fabrication. Toutefois, elles pourront ainsi accroître leur compétitivité, ce qui stimulera leurs activités de production à coût élevé et à main-d'oeuvre spécialisée au Canada et aux États-Unis. L'Accord profitera au Mexique, mais aussi aux États-Unis et au Canada. C'est là l'essence du libre-échange.

Il est important selon moi que nous fassions preuve de réalisme ici. Le Canada concurrencera le Mexique qu'il y ait ou non une zone de libre-échange trilatéral. La question est de savoir si nous voulons en faire partie - avec les avantages équilibrés et l'adaptation progressive que cela implique - ou si nous voulons rester à l'écart et, ce faisant, nous priver de ses avantages et nous exposer à tous les risques liés à la non-adhésion à un éventuel accord.